

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Réserves de change : légère baisse des réserves de change en octobre, pour le 2ème mois consécutif depuis mars

IPP et IPC : stabilisation de la contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et poursuite du ralentissement de la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en octobre

Crédits et masse monétaire : hausse de 13,7% des agrégats de financement en octobre, dans la continuité des mois précédents

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Banques : moindre contraction des bénéfices des banques commerciales chinoises au troisième trimestre, assortie d'une légère hausse du ratio de NPL

Stabilité financière : la PBoC a publié son rapport de stabilité financière 2020

Réglementation : la CBIRC a assoupli les mesures réglementaires sur les sociétés de crédit à la consommation

Réglementation : les chiffres actuels sur les activités des entreprises de microcrédits en ligne soulèvent des interrogations sur leur capacité à s'aligner face aux nouvelles exigences réglementaires et les transformations qu'elles devront opérer à moyen terme

Marché boursier : la suspension des IPO d'Ant Group aux bourses de Shanghai et Hongkong et les implications des nouvelles restrictions réglementaires sont perceptibles sur les marchés

Marché obligataire : Bloomberg a lancé un nouvel indice pour les obligations d'entreprises chinoises, alors que le récent défaut obligataire d'une SOE locale devrait alimenter l'aversion au risque des investisseurs étrangers pour ce type d'actifs

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

ALE : signature du RCEP, « plus grand accord commercial du monde », prévu le 15 novembre

Relation Chine-Australie : la Chine suspend l'importation des bois d'un Etat australien

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Commerce extérieur : le Conseil des Affaires de l'Etat publie une circulaire pour promouvoir le « développement innovant du commerce extérieur »

Droit de la concurrence : un projet de la loi anti-monopole a été publié, visant les plateformes du commerce électronique

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

International : les Etats-Unis interdisent les investissements dans les entreprises chinoises liées à l'appareil militaire

Semi-conducteurs : lancement d'une université dédiée aux semi-conducteurs à Nankin

Téléphonie : Huawei vend sa marque « Honor »

Batteries : Saft, une filiale du groupe Total, lance une usine d'assemblage d'équipements de stockage d'énergie dans le Guangdong

5G : en Suède, incertitude sur l'interdiction des équipements Huawei pour la couverture 5G

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS [\(ici\)](#)

Ville durable : un séminaire du French Eco-City club s'est tenu en marge de la foire des importations de Shanghai

Aéronautique : contrats et accords pour les industriels français à la foire internationale des importations de Shanghai

Climat : conférence de presse du Ministère de l'écologie et de l'environnement sur la lutte contre le changement climatique

Pollution de l'air : la municipalité de Pékin se fixe de nouveaux objectifs d'amélioration de la qualité de l'air

Transports : moindre contraction du transport de fret au 3ème trimestre

Drones : désignation de treize terrains d'expérimentation pour l'élaboration, avec l'industrie chinoise des drones, de nouvelles normes et standards

ACTUALITES REGIONALES [\(ici\)](#)

Shanghai : Xi Jinping présent au 30^{ème} anniversaire du développement de Pudong

Shanghai : résultats de la troisième édition de la China International Import Fair (CIIE) : 72,6 Mds USD

Sichuan : nouvelle découverte importante de réserves de gaz de schiste

HONG KONG ET MACAO [\(ici\)](#)

HONG KONG

Restrictions de voyages : suppression de la quarantaine pour les résidents revenant du Guangdong et de Macao et mise en place d'un corridor de voyage avec Singapour.

Bourse : hausse de l'indice Hang Seng de +8,5% depuis le début du mois de novembre.

Réserves de devises : en hausse de 21,6 Mds USD à 475 Mds fin octobre.

Finance verte : la HKMA a rejoint l'Alliance for Green Commercial Banks lancée par l'IFC.

Crypto-actifs : la Securities and Futures Commission (SFC) lance une consultation et envisage de réguler tous les fournisseurs de services de crypto-actifs.

Fintech : Moody's investit dans la Fintech hongkongaise MioTech.

GBA : signature d'un plan de travail 2020 de coopération entre Hong Kong et Guangdong.

Sanctions américaines : le 9 novembre, le Département d'Etat américain a sanctionné 4 nouvelles personnalités, accusées de porter atteinte à l'autonomie de Hong Kong.

MACAO

Budget 2021 : l'assemblée législative a approuvé le budget 2021 pour des dépenses estimées à 11,95 Mds USD.

Commerce extérieur : les importations de Macao ont chuté de -12,4% et les exportations de -16,2 % au cours des 9 premiers mois 2020.

TAIWAN [\(ici\)](#)

Réserves de change : le seuil des 500 Mds USD a été franchi au mois d'octobre

R&D : les dépenses en R&D ont représenté 3,5% du PIB en 2019

TSMC : le conseil d'administration valide la création d'une filiale dans l'Arizona

Echanges entre la France et Taïwan : le commerce de biens baisse de 10,7% au cours des neuf premiers mois 2020

CONJONCTURE

Réserves de change : légère baisse des réserves de change en octobre, pour le 2^{ème} mois consécutif depuis mars

D'après les données publiées par la SAFE le 7 novembre, les réserves de change ont enregistré une réduction de 15 Mds USD en octobre, passant de 3143 à 3128 Mds USD (-0,5 % en g.m.), soit une baisse pour le deuxième mois consécutif (et depuis la dernière baisse intervenue en mars 2020). Cette variation est en partie imputable à la légère appréciation du dollar, de 0,2% en octobre, qui entraîne des effets de valorisation négatifs pour les réserves en devises autres que le dollar.

IPP et IPC : stabilisation de la contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et poursuite du ralentissement de la croissance de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en octobre

L'IPP a enregistré une contraction à -2,1% en octobre en g.a., stable par rapport à septembre (-2,1% en g.a.). Cette évolution s'explique par une contraction des sous-indices du secteur extractif du pétrole et du gaz (-30,4% en octobre contre -26,2% en septembre) et du secteur de transformation des industries fossiles (-18,5% en octobre contre -16,9% en septembre), contrebalancée par la progression d'autres sous-indices comme celui de l'industrie minière (+10,7% en octobre contre +9,4% en septembre). Pour mémoire, le taux de croissance de l'IPP s'infléchit nettement depuis juin 2018, date à laquelle il atteignait +4,7%. Cette contraction signale une demande en baisse pour la production industrielle et une diminution des profits pour le secteur manufacturier.

Le rythme de croissance de l'IPC poursuit son ralentissement, revenant de 1,7% en septembre à 0,5% en octobre en g.a. Ce fléchissement s'explique par l'évolution des composantes volatiles – baisse du prix du porc pour la première fois après 9 mois consécutifs de hausse (-2,8% en octobre en g.a. contre +25,5% en septembre) et ralentissement de l'augmentation du prix des légumes (+16,7% en octobre contre +17,2% en septembre). L'objectif d'inflation pour 2020, fixé par les autorités lors des assemblées législatives de mai (Lianghui), est de +3,5%. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) est constante à +0,5% à fin octobre, alors qu'elle oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010.

Crédits et masse monétaire : hausse de 13,7% des agrégats de financement en octobre, dans la continuité des mois précédents

Selon les statistiques préliminaires publiées par la PBoC, l'agrégat de financement à l'économie hors administrations publiques (« *Total social financing* », TSF) a augmenté de 1420 Mds RMB en octobre, soit une hausse de 13,7% en g.a. contre +13,5% en septembre. Cette évolution s'explique principalement par la poursuite de l'accélération de la croissance des obligations gouvernementales à +20,9% en octobre en g.a. (toutes les obligations des collectivités locales devant être émises à fin octobre) et des obligations d'entreprises à +20,4% en g.a. Cependant, la courbe de croissance du TSF tend à se normaliser par rapport à la période de forte accélération de février à mai. A ce titre, en octobre, le TSF a augmenté de 60% de moins qu'en septembre (+1420 Mds RMB en octobre contre +3330 Mds RMB en septembre).

Le rythme d'augmentation des nouveaux prêts bancaires ralentit à +12,9% en octobre en g.a. contre +13% en septembre. Cette évolution s'explique essentiellement par un ralentissement des flux de crédits aux agents non financiers (les banques chinoises ont accordé 689 Mds RMB de nouveaux prêts en octobre, soit 60% de moins que le mois précédent, chute notamment imputable à l'effet induit par la *Golden Week*, période de vacances pour une grande majorité de Chinois). Les prêts aux ménages



ralentissent à +433 Mds RMB en octobre, dont +27 Mds RMB de prêts à court terme; tout comme les prêts aux entreprises qui augmentent de +233 Mds RMB, dont -83 Mds RMB de prêts à court terme et +411 Mds RMB de prêts à moyen/long terme.

La croissance des dépôts bancaires ralentit à +10,3% à fin octobre en g.a. contre +10,7% en g.a. en septembre, les dépôts des ménages et des institutions financières non-bancaires ayant fortement chuté (respectivement -957 Mds RMB contre +1942 Mds RMB en septembre ; et -864 Mds RMB contre +1010 Mds RMB en septembre). En revanche, l'épargne des administrations publiques augmente fortement (+905 Mds RMB contre -831 Mds RMB en septembre).

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 s'élève à +10,5% en octobre contre +10,9% en septembre.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Banques : moindre contraction des bénéfices des banques commerciales chinoises au troisième trimestre, assortie d'une légère hausse du ratio de NPL

Selon la CBIRC, au troisième trimestre, les bénéfices des banques commerciales chinoises se sont moins contractés qu'au premier semestre (-8,3% en g.a. contre -9,4%), reflétant en partie l'amélioration de la conjoncture. Le ratio des prêts non-performants a augmenté de 0,02 point de pourcentage à 1,96% contre 1,94% à la fin du deuxième trimestre (1,86% à fin décembre 2019) et la couverture des provisions pour actifs risqués a diminué de 2,5 point de pourcentage à 179,9% contre 182,4% à fin juin. L'encours de la finance inclusive (les prêts inférieurs à 10M RMB accordés aux PME et aux particuliers pour des raisons opérationnelles) a fortement augmenté de 26,5% à 14800 Mds RMB par rapport au début de cette année.

Stabilité financière : la PBoC a publié son rapport de stabilité financière 2020

Le 6 novembre, la PBoC a publié son rapport de stabilité financière 2020. Dans ce rapport, la PBoC présente les principaux résultats obtenus au cours de la période sous revue en matière de stabilité financière.

Tout d'abord, la hausse rapide de l'endettement (*macro-leverage*) a été freinée. A fin 2019, le ratio d'endettement rapporté au PIB était de 254,4%, soit une augmentation d'environ 5 points de pourcentage par rapport à fin 2018, contre 10% en moyenne entre 2008 et 2016. La politique monétaire mise en œuvre a été prudente, comme l'indique notamment le ralentissement des agrégats monétaires. A fin 2019, la masse monétaire au sens large (M2) et le *Total Social Financing (TSF)* ont ainsi augmenté respectivement de 8,5% et de 10,7% d'une année sur l'autre, correspondant essentiellement au taux de croissance du PIB nominal. L'endettement des entreprises a évolué de manière contrôlée, en partie en liaison avec la transformation des dettes en financement par actions (*Debt-Equity-Swaps*), qui a atteint au total 1400 Mds RMB, et grâce au niveau d'endettement des entreprises publiques qui a fortement diminué. Enfin, les autorités se sont attachées à contrôler l'évolution de l'endettement des ménages, en renforçant notamment la gestion prudente des financements immobiliers. A fin 2019, l'encours des crédits au logement était de 30160 Mds RMB, en hausse de 16,7% en g.a., le taux de croissance étant de quelque 21 points de pourcentage inférieur au sommet de 2016. Le rapport cite également la réduction de l'endettement des gouvernements locaux.

Deuxièmement, le risque afférent aux institutions financières présentant une probabilité de défaut élevée a été éliminé de façon ordonnée, comme le reflètent les restructurations de *Baoshang Bank*, *Hengfeng Bank* et *Jinzhou Bank*. En outre, les obligations perpétuelles sont devenues un canal important ayant permis aux banques de renforcer leurs fonds propres Tier-1 (ratio de fonds propres Tier-1 réglementaire : 6%). Depuis la première émission d'obligations perpétuelles par la BOC en janvier 2019, le rythme des émissions d'obligations perpétuelles des banques sur le marché primaire s'est accéléré et le nombre d'émetteurs a continué d'augmenter. A fin mai 2020, 26 banques ont émis avec succès 30 obligations perpétuelles, avec un volume d'émission total de 852,5 Mds RMB.

Troisièmement, le risque de défaut de paiement de la dette des entreprises a été correctement pris en compte. Les institutions financières bancaires ont ainsi été encouragées à continuer d'accroître et d'intensifier la cession de leurs prêts improductifs. A fin 2019, le solde des prêts non performants des institutions financières bancaires (banques commerciales, coopératives de crédit urbaines et rurales, policy banks) s'élevait à quelque 3200 Mds RMB, soit une augmentation de 350 Mds RMB en

glissement annuel, et le ratio de prêts improductifs était de 1,98%, en légère hausse de 0,01 point de pourcentage en glissement annuel. La cession de prêts improductifs par les institutions financières bancaires a atteint au total 5800 Mds RMB au cours des trois dernières années. Par ailleurs, la PBoC a effectué des *stress-tests* sur 30 grandes et moyennes banques au premier trimestre 2020. Compte tenu de l'impact du Covid-19, dans un scénario de base reposant sur une croissance du PIB de la Chine de 1,59% cette année, le ratio d'adéquation des fonds propres de ces banques avait diminué à 13,12%, contre 15,07%, un tiers des banques ne répondant plus aux exigences en matière de fonds propres, fixées à 10,5%. Dans le pire des scénarios – reposant sur une contraction du PIB chinois de 2,89%, le ratio moyen d'adéquation des fonds propres reculait vivement à 9,61%, le nombre de banques satisfaisant aux *stress-tests* n'étant que de 9 sur la totalité de l'échantillon.

Enfin, les risques liés aux financements en ligne et à la collecte de fonds par des plateformes non autorisées apparaissent entièrement maîtrisés. La répression sur le secteur des prêts entre particuliers (P2P) a induit une réduction du nombre de plateformes à seulement 3 contre 6000 environ au moment de leur apogée en 2016. Pour mémoire, les autorités chinoises ont lancé une répression radicale contre le secteur du P2P il y a trois ans, compte tenu des multiples problèmes de fraude et de défauts de paiement auxquels son développement était associé. A leur apogée, les plateformes de P2P ont octroyé plus de 930 Mds RMB de prêts provenant de 50M d'investisseurs. Le président de la CBIRC, Guo Shuqing, a déclaré que les investisseurs détenaient encore plus de 800 Mds RMB de dettes impayées par les plateformes de P2P.

Réglementation : la CBIRC a assoupli les mesures réglementaires sur les sociétés de crédit à la consommation

La CBIRC a assoupli les mesures réglementaires sur les sociétés de crédit à la consommation afin de réduire leurs coûts de conformité réglementaire et d'augmenter leurs bénéfices, en les encourageant à prêter davantage dans un contexte de reprise économique, tout en resserrant les règles pour le secteur du microcrédit en ligne. Les entreprises se sont vu permettre de réduire leurs couvertures de provisions pour pertes sur prêts à 130% par rapport au plancher précédent de 150%. En outre, le canal de financement a été élargi en leur permettant d'émettre des obligations sur le marché interbancaire.

A fin juin 2020, la Chine comptait 26 sociétés de crédit à la consommation qui géraient au total 468,6 Mds RMB (71 Mds USD) d'encours de prêts (montant beaucoup moins élevé que l'encours de prêts à la consommation hors logement des banques - 11000 Mds RMB à fin juin) aux taux d'intérêt annuels entre 11% et 13%, et le ratio de provisions pour pertes sur prêts moyen de ces sociétés était de 186%. Les sociétés de crédit à la consommation et les sociétés de microcrédit en ligne ciblent différents groupes de clients, a déclaré Xue Hong, l'expert de *Suning Institute of Finance*. L'assouplissement des critères de surveillance des sociétés de crédit à la consommation, qui se concentrent davantage sur les groupes à revenus moyens et élevés pourrait stimuler la consommation intérieure affectée par le virus, tout en s'accompagnant d'un renforcement de la réglementation des opérateurs de microcrédits en ligne qui prêtent principalement de l'argent aux plus démunis, afin de pallier les risques de surendettement des ménages.

Réglementation : les chiffres actuels sur les activités des entreprises de microcrédits en ligne soulèvent des interrogations sur leur capacité à s'aligner face aux nouvelles exigences réglementaires et les transformations qu'elles devront opérer à moyen terme

Le 2 novembre, la CBIRC et la PBoC ont publié un projet de loi de nouvelles réglementations visant les entreprises de microcrédits en ligne. Les nouvelles mesures introduisent des exigences renforcées notamment sur le périmètre géographique d'activité (enregistrement des entreprises dans toutes les

provinces où elles opèrent), le capital social (seuil porté à 1 Md RMB et 5 Mds RMB pour les entreprises opérant à l'échelle inter-régionale), les sources de financement et les prêts conjoints (menés avec des institutions financières traditionnelles).

Selon le *Statistics Report on Microfinance Companies for the Third Quarter of 2020* publié par la PBoC en octobre, la Chine comptait à fin septembre 7227 entreprises de microcrédits. Selon les statistiques de *Wangdaizhijia*, à fin 2019, il existerait plus de 249 entreprises de microcrédits en ligne, dont plus de 200 opéreraient à l'échelle inter-régionale. Selon Tianyancha, parmi elles, seules 5 répondraient d'ores et déjà aux nouvelles exigences réglementaires en termes de capital social. Ces entreprises sont Ant Small and Micro Loan Co. Ltd. (basée à Chongqing, filiale d'Ant Group dont le capital social est de 12 Mds RMB et opérant la plateforme Huabei), Duxiaoman Small Loan Co. Ltd. (basée à Chongqing, filiale de Baidu au capital social de 7 Mds RMB), Suning Microfinance Co. Ltd. (basée à Chongqing, au capital social de 6 Mds RMB), Zhongxin Heilongjiang Internet Microfinance Co. Ltd. (basée à Harbin, au capital social de 5 Mds RMB), et Jintong Small Loan Co. Ltd. (basée à Nanning, issue de la fusion de 7 entreprises de micro-crédits, au capital social de près de 9 Mds RMB). Selon Ji Shaofeng, expert de la *China Small and Micro Credit Institutions Business Innovation Cooperation Alliance*, seulement 20 entreprises seraient en mesure de porter leur capital social à 5 Mds RMB en un an pour s'aligner face aux contraintes réglementaires. En outre, la réglementation sur les prêts conjoints qui élève à 30% la part à financer par les entreprises de microcrédits (les 70% restants étant apportés par les institutions financières partenaires), nécessiterait que les entreprises mobilisent des fonds autrement plus conséquents (en effet, selon Caixin, elles n'apportent actuellement qu'1% du financement dans les prêts conjoints en moyenne). Etant donné ces nouvelles contraintes, les entreprises pourraient être amenées à se cantonner à leur rôle d'intermédiaire, une activité cependant bien moins lucrative, puisqu'elles appliqueraient uniquement des frais de gestion aux institutions financières octroyant les prêts. A ce titre, selon certaines estimations, la croissance de l'encours des microcrédits en ligne reviendra de 28% à 17% en moyenne annuelle d'ici 2023.

Pour rappel, ce projet de loi vise à mieux encadrer les activités de microcrédits en ligne, dont la croissance rapide et peu régulée ces dernières années fait peser des risques accrus sur la stabilité du système financier chinois. La publication des nouvelles mesures a notamment contribué à la suspension des IPO d'Ant Group aux bourses de Shanghai et Hongkong. Sur ses deux filiales de microcrédits en ligne, une seule filiale d'Ant Group répond déjà aux exigences de capital social. En juin 2020, l'ancien maire de Chongqing Huang Qifan avait mentionné dans un discours que les deux filiales de microcrédits en ligne d'Ant Group avaient généré 1054 M RMB de bénéfices nets au cours du S1 2020.

Marché boursier : la suspension des IPO d'Ant Group aux bourses de Shanghai et Hongkong et les implications des nouvelles restrictions réglementaires sont perceptibles sur les marchés

La publication de nouvelles mesures restrictives sur les entreprises de microcrédits en ligne le 2 novembre et la suspension des IPO d'Ant Group en ayant résulté n'ont pas été sans conséquence. Sur les places boursières de New York et Hongkong, l'action Alibaba (actionnaire majoritaire d'Ant Group) a chuté respectivement de 7,5% et 8% après les annonces, avant de remonter en fin de semaine dernière. La suspension des IPO a également soulevé une vague d'interrogations du côté des investisseurs. Ant Group a répondu en indiquant que les investisseurs de détail nationaux chinois ayant pré-souscrit à des actions A en amont de l'IPO seraient remboursés (fonds, frais de commission et intérêts). Pour les cinq fonds de Chine continentale ayant levé 60 Mds RMB (9 Mds USD) auprès de quelque 10 millions d'investisseurs, et ayant projeté d'acquérir près de 12 Mds RMB d'actions Ant Group (le montant restant devant être investi dans d'autres actifs dans le secteur des nouvelles technologies), certains investisseurs ont également demandé un remboursement des montants

investis. La CSRC a publié jeudi dernier un communiqué invitant ces fonds à considérer au mieux les requêtes des investisseurs.

La publication du projet de modification de la loi Anti Trust lundi 9 novembre par la *State Administration of Market Regulation* a à nouveau fait chuter le cours des actions Alibaba (et celles d'autres géants des nouvelles technologies nationaux, cf. brève Environnement de marché *infra*). A l'ouverture de la bourse de Hongkong mercredi 11 novembre, l'action Alibaba a chuté de 7% (pour atteindre son plus bas niveau depuis août, et après une chute de 5% mardi), enregistrant une chute de 16% depuis le 3 novembre. Sur la bourse de New York, l'action Alibaba a chuté de 8% mardi 10 novembre, soit une chute de 14% depuis le 3 novembre. Les analystes estiment que la valorisation boursière d'Ant Group de l'ordre de 280 Mds USD pourrait être divisée par deux, au vu de l'incidence des nouvelles réglementations sur le modèle économique de la fintech.

Dans le même temps, certaines banques commerciales chinoises, dont les valorisations atteignaient des niveaux extrêmement bas, ont vu le cours de leurs actions se redresser fortement. L'action Merchants Bank a ainsi grimpé de 7% à Hong Kong depuis le 3 novembre, ayant enregistré sur la période sa plus forte progression de sept jours en plus de cinq ans. L'action de Agricultural Bank of China a quant à elle augmenté de près de 7% depuis le 3 novembre.

Dans ce contexte, l'IPO d'un autre mastodonte chinois a également été remise en cause: JD Digits (filiale de JD.COM), dont les filiales de microcrédits en ligne JD Baitiao et JD Jintiao seront affectées par les nouvelles réglementations en vigueur. A ce titre, la demande d'IPO déposée par JD Digits sur le STAR Market à Shanghai, projetant de lever 20,4 Mds RMB, est toujours en cours d'examen par la bourse de Shanghai et la CSRC. D'après le prospectus de l'entreprise, JD Baitiao et JD Jintiao (qui ont contribué au S1 2020 à 43% des revenus totaux de l'entreprise, contre 38% en 2019), ne répondent pas aux nouvelles exigences en matière de capital social, d'enregistrement dans les provinces d'activité et de prêts conjoints. Les modalités et échéances du report des IPO d'Ant Group demeurent à ce jour inconnues, la société disposant toutefois d'un délai d'un an pour mener à bien son projet d'introduction en bourse sur le STAR Market.

Marché obligataire : Bloomberg a lancé un nouvel indice pour les obligations d'entreprises chinoises, alors que le récent défaut obligataire d'une SOE locale devrait alimenter l'aversion au risque des investisseurs étrangers pour ce type d'actifs

Le 5 novembre, Bloomberg a lancé un nouvel indice - *Bloomberg Barclays Liquid China Credit (LCC Index)* pour les obligations d'entreprises et d'institutions financières chinoises (autres que les *policy-banks*). Le lancement de l'indice LCC intervient à un moment où l'intérêt des étrangers pour les obligations chinoises augmente, même si jusqu'à présent la plupart des investissements réalisés ont concerné des actifs sans risque (les CGB et les obligations émises par les *policy banks*, qui bénéficient de la garantie du souverain). L'indice vise à suivre les obligations libellées en yuans et assorties d'une forte liquidité - celles émises par les entreprises, les gouvernements locaux et des institutions financières autres que les *policy banks* -, afin d'attirer davantage de capitaux étrangers sur le marché obligataire chinois. L'indice LCC comprendra uniquement les obligations qui ont été négociées sur au moins 10% des jours ouvrables au cours des trois derniers mois, avec un volume d'activité de 250M RMB au moins. Suite à l'achèvement début novembre de l'intégration des obligations d'Etat et des banques politiques chinoises dans un autre indice de Bloomberg (intégration ayant débuté en avril 2019), le lancement de l'indice LCC marque une étape importante vers l'établissement d'une plus grande transparence et accessibilité sur le marché du crédit chinois.

Néanmoins, les investisseurs internationaux restent prudents quant à la détention de ce type d'obligations, principalement parce qu'ils ne savent pas grand-chose sur leurs émetteurs et parce que le *spread* censé couvrir le risque reste insuffisant. Ces obligations ont par ailleurs rarement fait l'objet



d'une notation émanant d'une agence internationale. En outre, l'existence de deux marchés obligataires supervisés par deux régulateurs différents constitue également une difficulté pour les investisseurs étrangers. Parallèlement, les défauts de paiement des obligations de sociétés ont continué d'augmenter en Chine, ce qui a encore alimenté les inquiétudes des investisseurs concernant la capacité de remboursement des entreprises chinoises vis-à-vis du passif émis. Les défauts de paiement sur les obligations de sociétés chinoises devraient ainsi nettement augmenter au second semestre.

Le 10 novembre, le brutal défaut obligataire de 1Md RMB (151M USD) d'une SOE locale appartenant à la province du Henan, *Yongcheng Coal and Electricity Holding Group Co.Ltd.*, a constitué un nouvel événement de crédit, entraînant une enquête du régulateur du marché obligataire interbancaire (NAFMII), alors même que les obligations de *Yongcheng Coal* venaient d'être notées AAA le mois dernier. Par ailleurs, *Yongcheng Coal* doit encore assumer une dette de 23,4Mds RMB, dont 5 Mds RMB échéant avant fin décembre. Les entreprises d'extraction de charbon dans les provinces du Shanxi et du Hebei ont réduit ou annulé leurs projets d'émission d'obligations. Les obligations émises par des sociétés charbonnières ont ainsi nettement reculé dans toute la Chine. Il y a quelques mois, la société mère de *Yongcheng Coal*, *Henan Energy and Chemical Industry Group Co. Ltd.*, la plus grande entreprise publique de la province du Henan, avait été également en défaut sur sa propre dette, nécessitant un renflouement du gouvernement du Henan, mais une incertitude demeure quant à la volonté du gouvernement provincial d'assumer la reprise du passif obligataire cette fois-ci.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

ALE : signature du RCEP, « plus grand accord commercial du monde », prévu le 15 novembre

Le partenariat économique régional global (RCEP) pourrait être signé le 15 novembre, durant le sommet de l'ASEAN que le Vietnam organise virtuellement. L'accord serait signé par 15 pays* représentant au total de 2,2 milliards habitants et 26 200 Mds USD de PIB (2019). Il vise à réduire les droits de douane, à renforcer les chaînes d'approvisionnement grâce à des règles d'origine communes et à codifier de nouvelles règles en matière de commerce électronique.

Un représentant du ministère chinois du Commerce a déclaré le 11 novembre que, « *toutes les négociations ont été menées à bien. Nous travaillons avec diligence à la révision juridique de tous les textes de l'accord, et nous espérons pouvoir signer l'accord lors du sommet* ».

D'après [Bloomberg](#), l'accord est l'aboutissement depuis une décennie de la quête de Pékin pour une plus grande intégration économique avec une région qui représente près d'un tiers du PIB. L'avancée de l'accord illustrerait par ailleurs la moindre capacité des États-Unis à contrebalancer le poids économique de la Chine auprès de ses voisins à la suite du retrait américain du partenariat transpacifique. D'après le [SCMP](#), un expert qui conseille le gouvernement chinois en matière de commerce a déclaré qu'il était à nouveau urgent que la Chine signe l'accord commercial avant l'entrée en fonction de la prochaine administration américaine.

Néanmoins, de nombreux pays participant à l'accord commercial craignent également de devenir trop dépendant de la Chine sur le plan économique. Le Japon fait partie des pays qui ont cherché à réévaluer les chaînes d'approvisionnement en Chine en conférant notamment des subventions à des entreprises se relocalisant dans les pays de l'ASEAN ou au Japon (Voir brèves du 12 octobre 2020).

Le journal politique [Guangcha](#) (观察), privé mais de tendance nationaliste, s'est félicité dans un article de la signature du « plus grand accord commercial du monde », dont même l'Union européenne pourrait paraître « pale » (insignifiante) en comparaison. Le rôle crucial de la Chine dans le processus d'adoption est rappelé, permettant au bloc de devenir « l'une des destinations d'investissement les plus attrayantes du monde » et de diversifier les relations commerciales chinoises et australiennes en dépit des frictions récentes. Selon l'auteur, il est incompréhensible que l'Inde se soit retirée brutalement de l'accord. Certains États de l'ASEAN voulaient cependant l'exclure des négociations à cause de son « attitude ». Il est également mentionné que les États-Unis, si la nouvelle administration est dirigée par Biden, souhaiteront revenir au CPTPP, « vers lequel certains pays pourraient se tourner si les négociations du RCEP ne sont pas bien menées ».



Source : Bloomberg, IMF



*Thaïlande, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge, Philippines, Malaisie, Singapour, Indonésie, Brunei, Chine, Japon, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande

Relation Chine-Australie : la Chine suspend l'importation des bois d'un Etat australien

Le 11 novembre, l'administration générale des Douanes chinoises a publié une [annonce](#) pour suspendre les importations des bois de l'Etat de Victoria, Australie, mettant en cause la détection d'insectes nuisibles. Le mois dernier, les Douanes chinoises avaient déjà suspendu les importations de bois en provenance de l'Etat de Queensland.

Lors de la conférence de presse du 12 novembre, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a insisté que ces suspensions sont des précautions conventionnelles de la biosécurité ; néanmoins, en répondant à une question sur la manière selon laquelle l'Australie pourrait améliorer ses relations avec la Chine, il a indiqué qu'au fil du temps, « la partie australienne s'est prononcée à plusieurs reprises sur des questions concernant les intérêts fondamentaux de la Chine comme Hong Kong, le Xinjiang et Taiwan » et que « malgré l'absence de toute preuve, certaines personnes en Australie ont calomnié et accusé la Chine d'avoir engagé dans des soi-disant activités "d'ingérence et d'infiltration" en Australie».

La semaine dernière, le gouvernement chinois aurait donné des consignes informelles aux importateurs chinois demandant la suspension l'importation de 7 catégories des produits australiens dont le bois.

[Lire la conférence de presse du 12 novembre](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

CLIMAT DES AFFAIRES

Commerce extérieur : le Conseil des Affaires de l'Etat publie une circulaire pour promouvoir le « développement innovant du commerce extérieur »

Le 9 novembre, le Conseil des Affaires de l'Etat a publié une [circulaire](#) pour promouvoir le « développement innovant du commerce extérieur ».

Selon la circulaire, la Chine encouragera désormais les exportations de produits tels que l'électricité, le transport ferroviaire, les équipements de télécommunications, le génie maritime et l'aérospatial ; elle renforcera aussi la compétitivité des industries émergentes pour l'exportation de biens dans les secteurs de la biotechnologie, de la protection de l'environnement, de la technologie informatique de nouvelle génération, l'énergie verte et la robotique. Pour les industries d'exportation à main-œuvre intensive, comme le textile et les chaussures, la Chine se focalisera sur une montée en gamme en matière de la qualité. La Chine promouvra aussi les exportations de voitures d'occasion.

Concernant les importations, la Chine augmentera ses importations d'équipements et de pièces essentielles, soutiendra les importations des produits énergétiques, encouragera les importations des produits de consommation de la haute qualité, en particulier les produits agricoles ; et augmentera aussi les importations de services comme le conseil, la R&D, le tourisme, et les services liés à la protection de l'environnement.

Certaines autres lignes directrices dans la circulaire incluent le renforcement du soutien financier pour le commerce extérieur ainsi que la mise en œuvre et l'amélioration du système de contrôle des exportations.

Droit de la concurrence : un projet de loi anti-monopole a été publié, visant les plateformes du commerce électronique

La SAMR a [publié](#) le 10 novembre un projet de loi visant à empêcher les comportements monopolistiques des plates-formes internet. La SAMR a déclaré que les règles visent à « mettre fin aux pratiques monopolistiques des plateformes internet, à réduire les coûts de mise en conformité pour les opérateurs commerciaux, à renforcer et à améliorer la réglementation antitrust de l'économie des plateformes, à protéger l'équité du marché, à garantir les intérêts des consommateurs et de la société, et à encourager le développement sain et continu de l'économie des plateformes ».

Le projet de règles publié mardi vise à empêcher les pratiques de commerce électronique telles que les accords d'exclusivité des plateformes du commerce électronique empêchant les distributeurs de vendre sur plusieurs plateformes.

Le projet développe également les critères utilisés pour juger de la dominance d'une entreprise sur un marché et mentionne pour la première fois les entreprises de l'internet. En effet, selon le professeur de droit Hou Liyang, aucune entreprise de l'internet n'a été pénalisée pour avoir enfreint la loi anti-monopole chinoise, notamment parce qu'il n'est pas facile de déterminer si un acteur abuse de sa position dominante dans l'économie numérique.

La publication du projet de loi a fait chuter le cours des actions et alimenté les ventes d'actions chinoises. A l'ouverture de la bourse de Hong Kong mercredi 11 novembre, l'action Alibaba a chuté de 7 % (pour atteindre son plus bas niveau depuis août, et après une chute de 5 % mardi), l'action Tencent de près de 6 % (après une chute de 4 % mardi) et l'action Meituan de près de 5 % (après une chute de 10 % mardi). A la bourse de New York, l'action d'Alibaba a chuté de 8 % mardi 10 novembre.



Pour rappel, cette nouvelle réglementation intervient quelques semaines après la publication de nouvelles mesures restrictives sur les entreprises de micro-crédits en ligne (voir la section Banques et Finance), ayant notamment contribué à la suspension des IPO d'Ant Group. Les analystes estiment que la valorisation boursière d'Ant Group pourrait être divisée par deux étant donné les nouvelles réglementations.

Le Comité de stabilité financière et de développement de la Chine, un organe ministériel dirigé par le vice-Premier ministre Liu He, a souligné le mois dernier la nécessité d'améliorer les mécanismes pour assurer une concurrence loyale et a appelé au renforcement de l'application de la loi anti-monopole.

Des règles antitrust pourraient également concerner prochainement les entreprises de la *fintech*, la Commission chinoise de réglementation des banques et des assurances (CBIR) a promis d'éliminer les pratiques monopolistiques et de renforcer le contrôle des risques dans le secteur. Liang Tao, vice-président de la CBIR, a déclaré lors d'une conférence à Pékin le 11 novembre que les entreprises *fintech* ne sont pas différentes de l'industrie financière et que les régulateurs devraient être attentifs aux risques et aux défis de la numérisation, « *les entreprises devraient être soumises aux mêmes exigences de supervision et de gestion des risques que les banques* ».

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

International : les Etats-Unis interdisent les investissements dans les entreprises chinoises liées à l'appareil militaire

Le 12 novembre, l'administration Trump [a interdit](#) par décret exécutif les investissements américains dans certaines entreprises chinoises, présentées comme détenues ou ayant des liens avec l'appareil militaire. Sont concernées les entreprises de télécommunications (Huawei, China Telecom, China Mobile) de vidéo-surveillance (Hikvision) ou encore dans les domaines du ferroviaire et de l'aéronautique (China Railway Construction Corporation, Aviation Industry Corporation of China). Entrant en vigueur le 11 janvier prochain, le décret donne aux investisseurs américains jusqu'au 11 novembre 2021 pour se défaire entièrement des actions ou fonds impliquant ces sociétés chinoises.

Le décret vise ainsi à dissuader les investissements américains dans les [31 entreprises chinoises](#) identifiées cet été 2020 par le Département de la défense comme liées avec l'Armée populaire de libération, en raison du risque encouru pour la sécurité nationale américaine. En septembre 2018, un rapport remis au Président Trump présentait l'intégration civilo-militaire en Chine comme une illustration de « l'agression économique chinoise et des efforts de modernisation de son armée qui la complètent ». Il est par ailleurs à noter que, si elle deviendra probablement moins frontale, sur le fond, la politique de Joe Biden en matière de technologies à l'égard de la Chine *a priori* [diffèrera peu](#) de celle de son prédécesseur.

Semi-conducteurs : lancement d'une université dédiée aux semi-conducteurs à Nankin

La *Nanjing Integrated Circuit University* ([NICU](#), 南京集成电路大学) a été créée le 22 octobre à Nankin. Se définissant davantage comme une « organisation de formation de talents » qu'une université, la NICU recrute des étudiants diplômés ayant des connaissances préalables dans le domaine des circuits intégrés. Les formations sont destinées à parfaire les compétences pratiques des élèves, et seront dispensées par d'anciens ingénieurs sur les circuits intégrés, des experts de l'industrie et des professeurs d'université. Par ailleurs, la NICU n'est pas sous la tutelle du ministère de l'Education, mais du comité de gestion du nouveau district de Nanjing Jiangbei, une zone économique spéciale de niveau national où est située NICU.

En 2015, le nouveau district de Nanjing Linjiang avait déjà attiré TSMC, qui y avait établi une [usine de puces](#) avec un investissement total de 3 Mds USD, ainsi que près 400 autres entreprises de circuits intégrés depuis lors. Selon le centre pour le développement de l'industrie de l'information (CCID), la valeur de production de circuits intégrés à Nankin s'est classée parmi les 10 premières du pays (avec une augmentation de 52,14 %. Cette année 2020, Nankin a publié le « Plan d'action de l'industrie du circuit intégré de construction ».

Si le retard technologique accusé par la Chine dans le domaine des semi-conducteurs reste difficile à combler, la création de ce centre de formation est néanmoins un exemple supplémentaire de la volonté chinoise (notamment illustrée lors de la conférence de presse de la Commission de développement et de réforme nationale (NDRC) le 20 octobre) de réduire sa dépendance aux technologies étrangères dans ce domaine.

Téléphonie : Huawei vend sa marque « Honor »

Huawei a annoncé la [vente](#) de sa marque de téléphone « Honor » pour 15,2 Mds USD (12,9 Mds EUR) à un consortium dirigé conjointement par le distributeur de combinés téléphoniques *Digital China* et la mairie de Shenzhen. Cette vente comprend tous les actifs du téléphone : la marque, les capacités de R&D et la gestion de la chaîne de valeur. Par ailleurs, la marque Honor a indiqué sa volonté d'entrer en bourse d'ici trois ans.

Cette vente intervient dans un contexte de restrictions américaines pesant sur la chaîne d'approvisionnement de Huawei ; il semble ainsi que ce dernier se recentre sur les téléphones hauts de gamme (la marque Honor concernant essentiellement des téléphones low-cost) et sur sa seule marque, alors même que l'approvisionnement en puces Kirin 9000 pour le nouveau Mate 40 pourrait être [remis en cause](#) par l'arrêt des livraisons en provenance de TSMC. En outre, l'annonce ayant lieu après l'élection présidentielle de Joe Biden, cette vente montre également qu'un changement majeur des relations technologiques sino-américaines n'est pas attendu par Huawei.

Batteries : Saft, une filiale du groupe Total, lance une usine d'assemblage d'équipements de stockage d'énergie dans le Guangdong

Saft, filiale du groupe Total spécialisée dans la production de batteries, [a ouvert une usine](#) d'assemblage d'équipements de stockage d'énergie à Zhuhai, dans la province du Guangdong. La capacité de production annuelle de cette usine sera de 480 MWh (200 conteneurs).

Arrivé à Zhuhai en 2006, Saft s'est d'abord spécialisée dans la production de batteries au lithium. L'ouverture de cette usine coïncide avec le rôle que devrait jouer la *Greater Bay Area* dans l'atteint de l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2060. La région ambitionne notamment de développer massivement les énergies propres et renouvelables suite au [plan de développement régional](#) de février 2019. Selon ce dernier, Zhuhai est précisément l'une des neuf villes du Guangdong dont le rôle est de « renforcer le stockage et le système de transport de l'énergie ».

5G : en Suède, incertitude sur l'interdiction des équipements Huawei pour la couverture 5G

Le régulateur suédois des télécommunications PTS a [suspendu les enchères de spectre 5G](#) après que le tribunal administratif de Stockholm a suspendu certains points de sa décision d'exclure les équipements de Huawei de son réseau 5G.

Invoquant des risques pour la sécurité nationale, PTS avait [interdit](#) le mois dernier les équipements Huawei et ZTE de son réseau 5G et demandé aux entreprises de télécommunications d'éliminer progressivement les infrastructures existantes contenant des équipements de Huawei et ZTE d'ici au 1^{er} janvier 2025. Huawei a fait appel de cette décision début novembre auprès du tribunal administratif de Stockholm, action qui s'est ainsi avérée partiellement fructueuse. Les enchères devaient commencer le 10 novembre et auraient notamment profité à Nokia et Ericsson.

Retour au sommaire ([ici](#))



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Ville durable : un séminaire du French Eco-City club s'est tenu en marge de la foire des importations de Shanghai

Le 1^{er} événement du French Eco-City Club s'est tenu le 6 novembre dernier en marge de la 3^{ème} édition de la *China International Import Expo* (CIIE 2020). Ce séminaire consacré aux mobilités au service de la ville durable visait à promouvoir auprès de donneurs d'ordres chinois la vision et l'offre française dans le domaine.

L'ambassadeur de France en Chine, M. Laurent Bili, a introduit ce séminaire avant de céder la parole aux experts français et chinois qui ont pu échanger lors de 2 tables-rondes thématiques sur « La gouvernance des mobilités durables au service des usagers » et « Les Infrastructures et matériels des nouvelles mobilités », devant un public composé d'officiels chinois et français mais aussi de représentants d'entreprises des deux pays.

Au total, ce sont plus d'une centaine de personnes qui étaient présentes dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie française à Shanghai pour participer à cet événement, sans compter une centaine de participants en ligne connectés depuis la France ou les autres villes de Chine.

Ce 1^{er} événement a aussi été l'occasion de lancer la plateforme WeChat du French Eco-City Club. Pour mémoire, ce club a été créé en décembre 2019 à l'initiative des services de l'Ambassade de France en Chine et de Business France et rassemble plus de 80 entreprises françaises présentes en Chine et actives dans chacun des sous domaines associés à la ville durable : Bâtiments, Eau, Assainissement et déchets, Energie, Lutte contre les pollutions, Mobilités, Planification/design urbain, Solutions fondées sur la nature et Ville intelligente.

Aéronautique : contrats et accords pour les industriels français à la foire internationale des importations de Shanghai

A l'occasion de la 3^{ème} édition de la *China International Import Expo* (CIIE 2020) qui s'est tenue à Shanghai entre le 5 et le 10 novembre, [Safran Aircraft Engines a fait plusieurs annonces importantes](#), notamment la conclusion de deux contrats de services pour une durée de 12 ans : le premier entre CFM (JV avec GE) et China Eastern Airlines pour les moteurs LEAP-1A équipant la flotte de la compagnie chinoise (36A320), incluant 6 moteurs en réserve, le second avec la compagnie Loong Air, basée à Hangzhou, pour les LEAP-1A motorisant sa flotte de 19 A320 et A321neo (incluant 4 moteurs en réserve). Par ailleurs, Safran Aircraft Engines a également communiqué sur la relocalisation d'ici à 2023 dans un parc industriel de son [usine de Guiyang](#) aujourd'hui en centre-ville, produisant des aubes pour les moteurs CFM et LEAP (140 employés). L'investissement global, qui inclut des aides publiques locales, est estimé à 30 M USD.

De son côté, Airbus Helicopters a conclu un contrat avec le distributeur pour la [vente de 3 hélicoptères](#) (dont au moins un H135), d'une valeur globale de 80M CNY, sous le patronage des autorités de la Province du Shaanxi. Le centre d'innovation d'Airbus en Chine (ACIC) a, pour sa part, signé un mémorandum d'entente avec Accenture China et la *Southern University of Science and Technology* (SUSTech) de Shenzhen, pour le développement de démonstrateurs sur les [projets de fabrication numérique dans le secteur industriel](#), destinés à des applications dans la construction aéronautique et la chaîne logistique. Par ailleurs, COMAC a renouvelé lors de la CIIE ses contrats de livraison avec plusieurs fournisseurs pour ses programmes en cours, dont Safran, Thales ou Liebherr.



Climat : conférence de presse du Ministère de l'écologie et de l'environnement sur la lutte contre le changement climatique

La conférence de presse mensuelle du mois d'octobre du Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a porté sur la lutte contre le changement climatique et le développement sobre en carbone. Des interventions du Directeur général « Climat » du MEE M. LI Gao, on peut identifier les points saillants suivants :

- (i) la Chine va prendre des mesures plus ambitieuses pour contrôler la consommation d'énergie fossile et la production d'électricité à base de charbon ;
- (ii) la Chine va étudier et élaborer un plan d'action couvrant la période 2021-2030 pour atteindre le pic d'émissions de CO₂ avant 2030, c'est-à-dire une feuille de route relative aux émissions de CO₂ couvrant à la fois le 14^{ème} et le 15^{ème} plan quinquennal (respectivement 2021-2025 et 2026-2030) ;
- (iii) le marché national du carbone sera établi pendant le 14^{ème} plan quinquennal et il couvrira plusieurs secteurs au-delà de la seule production d'électricité ;
- (iv) la Chine est en train d'évaluer et d'élaborer sa « Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique à l'horizon 2035 » précisant les objectifs et missions en la matière d'ici à cette échéance et intégrant l'adaptation au changement climatique dans une perspective plus générale de développement durable associant notamment la construction des infrastructures et l'éradication de la pauvreté.

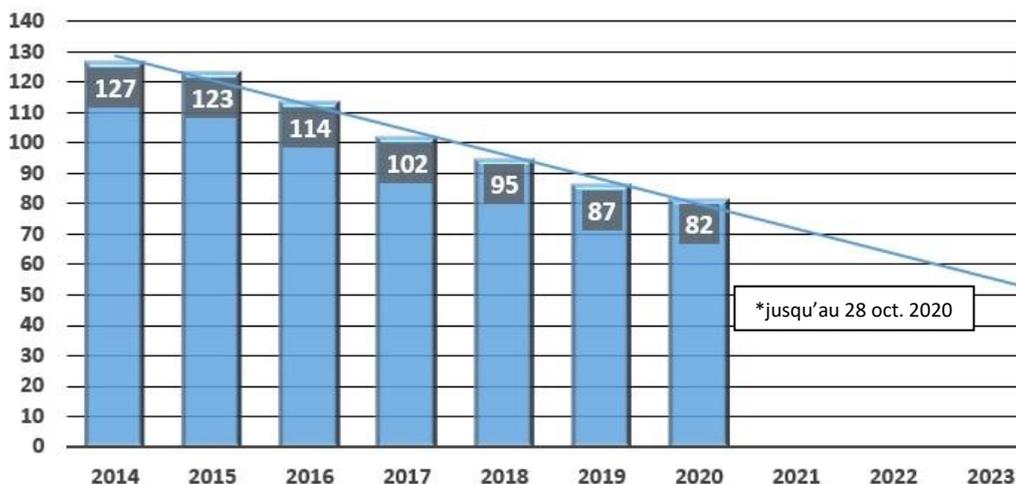
[Lire le récit de la conférence de presse \(en chinois\)](#)

Pollution de l'air : la municipalité de Pékin se fixe de nouveaux objectifs d'amélioration de la qualité de l'air

La municipalité de Pékin a publié le 11 novembre des objectifs de contrôle des concentrations des principaux polluants atmosphériques cet automne et cet hiver dans le cadre des politiques locales d'amélioration de la qualité de l'air. Selon le Bureau municipal de l'Environnement et de l'Écologie de Pékin, la ville s'est engagée à limiter la concentration moyenne en particules fines PM_{2,5} à 45 µg/m³ au maximum et le nombre de jours de forte pollution à 1 pour le dernier trimestre 2020. De janvier à mars 2021, Pékin s'efforcera de maintenir la concentration moyenne en PM_{2,5} à moins de 54 µg/m³ et le nombre de jours de forte pollution à moins de 5.

Par ailleurs, la municipalité a annoncé le lancement cet automne et cet hiver de 37 mesures ciblées pour lutter de manière globale contre la pollution de l'air, en se concentrant sur des domaines tels que l'énergie, l'industrie, l'optimisation des structures de transport et les interventions d'urgence en cas de conditions météorologiques impliquant une forte pollution.

D'après les statistiques publiées par le ministère de l'Écologie et l'Environnement (MEE) et illustrées dans le graphe ci-dessous, la qualité de l'air ne cesse de s'améliorer à Pékin et le dernier jour de pollution « extrême » (c'est-à-dire avec un indice de qualité de l'air dépassant 300) remonte au 28 mars 2018. La plus longue série de jours avec un indice en deçà de 50 a été relevée entre le 7 septembre et le 6 octobre derniers, soit 30 jours consécutifs, ce qui n'avait encore jamais été observé depuis que la Chine assure une surveillance régulière de la qualité de l'air.



Evolution de l'indice moyen de la qualité de l'air à Pékin depuis 2014 et courbe de tendance.
Source: MEE (les données pour la ville de Pékin ne sont disponibles qu'à partir de novembre 2014)

Transports : moindre contraction du transport de fret au 3^{ème} trimestre

Les dernières statistiques du transport de fret publiées par le Ministère des transports (MoT) pour le mois de septembre 2020 permettent de dresser le bilan du 3^{ème} trimestre (T3) 2020 :

Volumes de fret transportés en 2020 (et évolutions en glissement annuel)

	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	Juillet	Août	Septembre	3 ^{ème} trimestre
Fret maritime (en M de tonnes)	2 076 (-3,8 %)	2 423 (+3,7 %)	854 (+9,8 %)	835 (+6,6 %)	832 (+5,8 %)	2 521 (+7,4 %)
<i>dont international</i> (en Mt)	935 (+0,6 %)	998 (+4,0 %)	363 (+10,2 %)	358 (+6,1 %)	354 (+6,8 %)	1 075 (+7,7 %)
(en M. de conteneurs EVP)	49 (-8,3 %)	58 (-2,0 %)	21,2 (+5,4 %)	21,4 (+6,6 %)	21,6 (+6,8 %)	64 (+6,3 %)
Fret ferroviaire (en Mt)	1 053 (+4,0 %)	1 095 (+1,9 %)	401 (+6,7 %)	392 (+6,2 %)	383 (+3,6 %)	1 176 (+5,5 %)
Fret routier (en Mt)	5 288 (-35,5 %)	9 034 (-16,5 %)	3 081 (-14,9 %)	3 253 (-13,2 %)	3 404 (-12,8 %)	9 738 (-13,6 %)
Total (en Mt)	8 417 (-25,9 %)	12 552 (-11,8 %)	4 336 (-9,2 %)	4 480 (-8,6 %)	4 619 (-8,7 %)	13 435 (-8,8 %)

Le fret maritime a réalisé une croissance de 7,4 % au T3 2020 par rapport à la même période de 2019. Le fret ferroviaire continue à augmenter au T3 (+5,5 % en glissement annuel). Par contre, le fret routier, conséquent en volume mais sur des trajets plus courts (trajet moyen de 180 km contre 1410 km par voies d'eau et 716 km par chemins de fer – statistiques 2018), demeure toujours déprimé au T3 avec cependant une légère remontée par rapport au premier semestre. Le volume total de fret transportés au T3 reste toujours en baisse (-8,8 % en g.a.), mais la situation s'améliore par rapport au T1 (-26 % en g. a.) et au T2 (-12 % en g.a.).

[Lire les publications statistiques du MoT \(en chinois\)](#)

Drones : désignation de treize terrains d'expérimentation pour l'élaboration, avec l'industrie chinoise des drones, de nouvelles normes et standards

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a publié en mars dernier des [lignes directrices pour la définition des zones](#) éligibles à des projets d'expérimentation d'exploitation de drones (en anglais « *Unmanned Civil Aviation Experimental Zones* » ou UCAEZ). Ces UCAEZ vont contribuer à la stabilisation ou à l'élaboration de nouvelles normes et standards pour la certification, les standards de vols et le contrôle dans l'espace aérien des drones, en soutien au développement de multiples applications commerciales et industrielles qui découlent de leur utilisation. Les projets pouvaient être déposés à la CAAC pour examen jusqu'au mois de mai. La CAAC a procédé à une identification des projets sur la base de plusieurs critères, incluant notamment un soutien politique et financier par les autorités locales, autour d'un écosystème d'acteurs concernés (entreprises, équipementiers, instituts de recherches).

Fin octobre, l'autorité chinoise a communiqué sa [sélection de treize UCAEZ](#), choisies pour combiner différentes contraintes (géographie, climat, densité démographique), types d'application industrielles (épandage de produits phytosanitaires, captation vidéo et photographique, surveillance, logistique) et en tenant compte d'infrastructures préexistantes (aéroports, équipements de surveillance, systèmes opérationnels de collecte de données et de suivi des informations de vol). La CAAC a réparti les projets selon cinq catégories de terrains d'expérimentation :

- Zone urbaine : expérimentations dans des espaces densément peuplés dédiées au développement des standards et normes en matière d'opération (5G, logistique, intelligence artificielle, géofencing, géolocalisation, mobilité aérienne urbaine) ;
- Ile : expérimentations conduites sur l'optimisation des systèmes de gestion du trafic aérien (UTM) et de certification de la navigabilité des drones ;
- Liaisons régionales : expérimentations pour le développement des activités de fret par drones dans des zones peu densément peuplées (drones de grande taille) ;
- Hautes altitudes : expérimentations destinées à tester l'adaptation et les standards des drones dans cet environnement ;
- Zone dite « d'application générale » : expérimentations dans des zones peu densément peuplées pour calibrer différentes applications industrielles ou de services (agriculture, logistique, surveillance, sécurité civile).

Le tableau ci-dessous énumère les treize UCAEZ, réparties par grandes régions, provinces et catégories d'expérimentation (pas de sélection de projet en hautes altitudes pour l'instant) :

No.	Grande région	Zone (province)	Catégorie
1	Est	Jinshan district (Shanghai)	Ile
2	Est	Hangzhou (Zhejiang)	Zone urbaine
3	Sud-ouest	Zigong (Sichuan)	Lignes régionales logistiques
4	Sud central	Hezhou, (Guangxi)	zone d'application générale
5	Sud central	Anyang (Henan)	Zone urbaine
6	Est	Nankin (Jiangsu)	zone d'application générale
7	Nord	Binhai new zone, (Tianjin)	zone d'application générale
8	Nord	Yanqing (Pékin)	zone d'application générale
9	Nord-Ouest	Yulin (Sha'anxi)	Lignes régionales logistiques
10	Nord-Est	Shenyang (Liaoning)	zone d'application générale
11	Est	Dongying (Shandong)	zone d'application générale
12	Est	Anqing (Anhui)	zone d'application générale
13	Est	Ganzhou (Jiangxi)	zone d'application générale



A titre d'illustration, l'entreprise cantonaise EHang, qui développe un projet de drones taxi, participera à ces expérimentations, notamment [pour l'élaboration de normes pour la mobilité urbaine aérienne \(UAM\)](#). A Pékin, c'est le district de Yanqing qui a été choisi, qui regroupe déjà près d'une [quarantaine d'acteurs](#) dans le parc technologique de Zhongguancun, dont le 9^{ème} institut d'aérospatial, Meituan, le centre de recherche pour la sécurité à basse altitude de l'université de la sécurité publique ou le centre de tests « e-valley » de Zhongguancun. [Un concours a réuni plusieurs de ces entreprises chinoises](#) le 10 novembre, toutes candidates aux développements d'application 5G par drone dans la zone d'expérimentation de la capitale, pour des services de communication d'urgence et de sécurité civile.

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Shanghai : Xi Jinping présent au 30^{ème} anniversaire du développement de Pudong

A l'occasion du 30^{ème} anniversaire du développement et de l'ouverture du quartier de Pudong, le président Xi Jinping s'est déplacé à Shanghai et a prononcé un discours à la cérémonie tenue au centre d'expo Shanghai World Expo Center le samedi 7 novembre.

[Lire l'article sur Shine](#)

Shanghai : résultats de la troisième édition de la China International Import Fair (CIIE) : 72,6 Mds USD

Du 5 au 10 novembre 2020, au sein du centre d'exposition national de Hongqiao s'est tenue la troisième édition de la CIIE. L'évènement a regroupé plus de 2000 entreprises exposantes réparties au sein de 6 espaces thématiques : i/ produits alimentaires et agricoles, ii/ automobile, iii/ industrie intelligente et technologie de l'information iv/ biens de consommation, v/ équipements médicaux et produits de santé vi/ commerce de services. La France était représentée par le pavillon agroalimentaire « Taste France » organisé par Business France et permettant à diverses entreprises du secteur de présenter leurs produits devant S.E.M. L'Ambassadeur de France en Chine Laurent Bili.

La bureau de la CIIE a publié en début de semaine un résultat total de 72,6 Mds USD pour cette troisième édition, en hausse de +2,1 % par rapport à l'édition 2019. Le bureau de la Foire estime également que 80 % des 500 meilleures entreprises mondiales étaient participantes.

Sichuan : nouvelle découverte importante de réserves de gaz de schiste

Le Sichuan, première région extractrice de gaz de schiste en Chine, est témoin d'une nouvelle découverte importante avec [l'annonce de réserves avérées supplémentaires de 83 Md m3 dans le champ de Chuanxi](#) situé à l'ouest de la province, selon l'annonce de Sinopec qui l'exploite. Cette découverte équivaut à une centaine de millions de tonnes de pétrole. Les réserves prouvées du champ de Chuanxi passent ainsi à 114 Md m3, soit 12,1 % des réserves de gaz de schiste dont dispose Sinopec (940,8 Md m3). A ce total, s'était déjà ajoutée en octobre l'annonce par le groupe d'une découverte de 191,8 Md m3 de gaz de schiste dans le champ de Fuling, situé dans la municipalité de Chongqing.

La China National Petroleum Corporation (CNPC) n'est pas en reste puisqu'elle opère dans le sud du Sichuan le principal champ de gaz de schiste du pays, Changning-Weiyuan, [qui passait en octobre la barre des 40 m3 de production quotidienne](#), soit 60 % de la production nationale. La Chine a enregistré en 2019 une production de gaz de schiste de 15,4 Md m3, soit une hausse de 41,4 % provenant principalement du Sichuan, selon le ministère des Ressources naturelles.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

Assouplissement des restrictions sur les voyages : à compter du 13 novembre, Hong Kong impose à tous les résidents de retour à Hong Kong, en provenance de tous les pays tiers, une quarantaine à l'hôtel (ou centres de quarantaine). Par ailleurs 15 pays sont désormais listés comme « à haut risque » dont la France, avec une obligation de test supplémentaire avant le départ. En revanche, à partir du 23 novembre, les **résidents de Hong Kong en provenance de Macao et de la province du Guangdong sont exemptés de la quarantaine de 14 jours à Hong Kong**, avec un quota de 5000 par jour, soumis à un enregistrement préalable et un test Covid négatif de moins de 72h. **Les hongkongais demeurent soumis à une quarantaine à Macao et en Chine**. Par ailleurs, le **corridor de voyage avec Singapour ouvrira le 22 novembre avec un quota de 200 personnes et un vol par jour dans chaque direction puis 2 vols par jour à partir du 6 décembre**. Aucune quarantaine ne sera requise mais un test PCR devra être réalisé au départ et à l'arrivée.

Bourse : l'indice Hang Seng a progressé de +8,5% depuis le 2 novembre à 26 156 points. L'annonce cette semaine d'avancées dans l'élaboration d'un vaccin contre le Covid-19 le 9 novembre a bénéficié aux compagnies aériennes (cette semaine : Cathay Pacific +10,4%, Air China +11,5%). L'indice Hang Seng Tech lancé le 27 juillet et regroupant 30 valeurs technologiques, dont certaines avaient bénéficié de la conjoncture du coronavirus (e-commerce...) a chuté de -8,2%.

Réserves de devises : les réserves en devises étrangères de l'Autorité Monétaire de Hong Kong ont augmenté à 475 Mds USD fin octobre, en hausse par rapport à fin septembre (453,4 Mds USD), en raison notamment de la poursuite d'achats d'USD sur les marchés pour contrer la hausse du HKD le mois dernier (31 interventions de change en octobre, avec la vente de 191 Mds HKD contre 24,6 Mds USD).

Finance verte : l'Autorité Monétaire de Hong Kong (HKMA) a rejoint le 9 novembre l'initiative *Alliance for Green Commercial Banks* lancée par l'International Finance Corporation (IFC), membre du groupe de la Banque mondiale. La HKMA devient ainsi le premier partenaire en Asie de cette initiative, qui vise à accompagner les banques commerciales dans l'adoption de stratégies et objectifs pour mener la transition écologique, et accorder davantage de financements verts. Dans le cadre de cet accord, la HKMA et l'IFC réuniront au cours des cinq prochaines années des institutions financières, des associations du secteur bancaire, des instituts de recherche et des fournisseurs de technologies innovantes en Asie, afin de développer et promouvoir les investissements verts, mené des campagnes ciblées et des recherches sur les financements verts. **L'IFC a indiqué que la région Asie-Pacifique représente le plus grand potentiel d'investissements verts et durables parmi toutes les régions du monde.**

Crypto-actifs : la Securities and Futures Commission (SFC) propose de réguler tous les fournisseurs de services de crypto-actifs, notamment les plateformes d'échange. Le Bureau des Services financiers du ministère des finances publiera prochainement un document de consultation **proposant un nouveau cadre juridique pour les fournisseurs de crypto-actifs, faisant entrer des activités auparavant non réglementées dans le périmètre de la SFC**. Le régime actuel repose sur un régime volontaire permettant à un fournisseur de services de crypto-actifs de choisir d'être réglementé ou non par la SFC. Le nouveau régime mettra en œuvre l'exigence du Groupe d'action financière (GAFI) consistant à réglementer les plateformes d'échange à des fins de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Fintech : *Moody's* a pris une participation minoritaire dans *MioTech* le 5 novembre, une fintech hongkongaise qui utilise l'intelligence artificielle pour évaluer les entreprises sur des critères ESG. Lancée en 2016, *MioTech* a été créé avec un financement de démarrage du *ZhenFund*, groupe chinois de capital-risque, *Wacai*, développeur d'applications mobiles basé à Hangzhou et *WeLab*, fintech hongkongais. *Horizons Ventures*, société d'investissement privée du Tycoon Li Ka-Shing, a investi 7 M USD en 2017 dans cette Fintech puis de nouveau en janvier 2020.

Greater Bay Area : la cheffe de l'exécutif de Hong Kong et le gouverneur de la province du Guangdong ont signé le 30 octobre un « plan de travail 2020 » dans le cadre de l'accord sur la coopération de Hong Kong et du Guangdong de 2010. Ce plan comprend 57 mesures dans huit domaines et ciblent notamment les axes suivants : amélioration de la politique de circulation transfrontalière (ouverture de la frontière entre Hong Kong et Shenzhen 24/24 et coopération entre l'aéroport de Hong Kong et celui de Dongguan sur le fret transfrontalier) ; coopération sur les produits d'assurance (automobile et médicale) et de finance verte ; facilitation du paiement transfrontalier ; facilitation des achats immobiliers par les hongkongais dans le Guangdong ; simplification des procédures d'ouverture de comptes bancaires chinois à Hong Kong ; assouplissement des conditions d'accès au Guangdong des fournisseurs de services de Hong Kong (services médicaux, voyage, construction, juridique).

Sanctions américaines : le 9 novembre, le Département d'Etat américain a sanctionné 4 nouvelles personnalités, accusées de porter atteinte à l'autonomie de Hong Kong. Ces personnalités sont **Deng Zhonghua**, directeur adjoint du bureau chinois des affaires de Hong Kong et de Macao, **Edwina Lau**, directrice adjointe de la police de Hong Kong, **Li Jiangzhou** et **Steve Li Kwai-wah**, fonctionnaires du nouveau bureau de la sécurité nationale créé à Hong Kong. Ces sanctions comprennent l'interdiction de se rendre aux Etats-Unis, le gel de leurs avoirs aux Etats-Unis, ainsi que l'interdiction d'effectuer des transactions avec des entreprises et citoyens américains. Ces sanctions s'inscrivent dans le cadre du *Hong Kong Autonomy Act* promulgué le 14 juillet. Par ailleurs, le président des Etats-Unis a le 12 novembre promulgué un **Executive Order** interdisant à toute entité américaine d'investir dans des entreprises chinoises dont la technologie bénéficie à l'armée chinoise (31 entreprises chinoises concernées, selon le Département de la Défense américaine), à partir du 11 janvier.

MACAO

Budget 2021 : l'assemblée législative de Macao a approuvé le 6 novembre le budget 2021. Les revenus du gouvernement devraient atteindre 12,1 Mds USD en 2021 (-21,7% par rapport au budget 2020), tandis que les dépenses sont estimées à 11,95 Mds USD (-5,4%). En 2021, 2,5 Mds USD seront alloués aux prestations sociales, mais les dépenses publiques en personnel et en fonctionnement seront réduites. Selon le gouvernement, l'industrie du jeu devrait générer 16,2 Mds USD de revenus bruts en 2021, l'industrie versant jusqu'à 40% de ses revenus au gouvernement sous forme de taxe directe. 3,3 Mds USD issus des réserves fiscales seront affectés au financement des dépenses en 2021, afin de combler le déficit résultant des deux plans de soutien économiques mis en œuvre en 2020 à hauteur de 2,5 Mds USD. Fitch a estimé en avril 2020 que Macao enregistrerait en 2020 son premier déficit budgétaire depuis la rétrocession (1999), à environ 7% du PIB, prévoyant que son budget reviendrait à l'excédent en 2021.

Commerce extérieur : au cours des 9 premiers mois de l'année, les importations de Macao ont chuté de -12,4% à 7 Mds USD : celles en provenance de Chine continentale ont diminué de -16,5% (à 2,3 Mds USD) et de l'UE de -11,4% (à 1,9 Mds USD). En septembre, les importations augmentent toutefois de +42,4% (glissement annuel) à 1,3 Md USD : les importations de produits de beauté, de parfums et maroquinerie marquent une forte reprise (+532,5%, +206,1% et +47,6% respectivement), mais celles de bijoux en or reculent de -48,4%. Les exportations de Macao ont chuté de -16,2 % à 990 M USD au

cours des 9 mois 2020 : vers Hong Kong -11,4%, (à 670 M USD) et vers l'UE -3,3% (à 17,3 M USD). Elles ont progressé vers les États-Unis (+130,5% à 53 M USD). **En septembre les exportations ont chuté de -9,1% à 116,3 M USD** : les exportations de textiles et de vêtements ont augmenté de +64,2% mais celle de produits non textiles (y compris de machines, diamants et montres) ont baissé de -23,2%.

TAIWAN

Réserves de change : le seuil des 500 Mds USD a été franchi au mois d'octobre

La banque centrale de Taïwan (CBC) a annoncé, le 5 novembre, que [les réserves de change avaient atteint 501,2 Mds USD fin octobre, dépassant pour la première fois le seuil des 500 Mds USD grâce à une augmentation de 1,6 Md USD en septembre](#). La CBC attribue cette progression continue à la bonne gestion des réserves en devises. Elle indique dans son communiqué que le TWD s'est renforcé progressivement depuis le début de l'année, passant de 30,045 pour 1 USD en janvier, à 28,934 en octobre (voire à 28,825, le 9 novembre). Par ailleurs, les titres et dépôts libellés en TWD détenus par des investisseurs étrangers atteignaient 496,5 Md USD soit un montant équivalent à 99% du montant des réserves de change.

R&D : les dépenses en R&D ont représenté 3,5% du PIB en 2019

Selon le ministère des sciences et des technologies (MOST) le montant des dépenses en R&D, a atteint 22,88 Mds USD, soit 3,5% du PIB, en 2019. Elles proviennent principalement du secteur privé et portent sur l'amélioration des processus de production et le développement de nouveaux produits. Le gouvernement a pour sa part consacré son effort de R&D au programme « 5+2 » lancé en 2016 pour moderniser l'industrie. Le MOST estime que la part consacrée à la recherche fondamentale est plus faible que dans les autres économies développées et a annoncé un plan pour y remédier. Les tendances démographiques parmi les chercheurs, marquées par un vieillissement et une baisse du nombre de jeunes chercheurs, constituent une autre source d'inquiétudes.

TSMC : le conseil d'administration valide la création d'une filiale dans l'Arizona

Le conseil d'administration de TSMC a décidé de doter sa filiale en Arizona d'un capital de 3,5 Mds USD. Il entérine ainsi l'investissement de 12 Mds USD dans une usine de microprocesseur de 5 nm aux USA à partir de 2021 annoncé en mai dernier. Si cet investissement répond à la volonté des USA de relocaliser sur le sol américain des capacités de production industrielle dans ce secteur stratégique, il offre la possibilité à TSMC de se doter d'un pool de talents pour servir ses intérêts aux USA mais également à Taïwan où sont localisées plus de 90% de ses capacités de production. Les talents dont a tant besoin l'économie taïwanaise, pourraient ainsi venir plus facilement à Taïwan notamment dans les usines et centres de R&D de TSMC et contribuer ainsi à renforcer la relation économique entre les USA et Taïwan dans un secteur clef des industries du futur.

Echanges entre la France et Taïwan : le commerce de biens baisse de 10,7% au cours des neuf premiers mois 2020

Selon les chiffres des douanes françaises, le commerce de biens entre la France et Taïwan s'est élevé à 3,3 Mds EUR, au cours des trois premiers trimestres 2020, enregistrant une baisse de 10,7% par rapport à la même période en 2019. Les exportations françaises diminuent de 4,7% pour atteindre 1,2



Md EUR, notamment en raison de la chute des livraisons aéronautiques (-82,8%). Le secteur des boissons enregistre également une baisse importante avec un montant de 87 M EUR (-22,4%), les activités de la restauration, de l'hôtellerie et du commerce de détail ayant été fortement impactées au T2. Alors que la croissance des industries des TIC et de la microélectronique explique en grande partie la résilience de l'économie taïwanaise en 2020, nos exportations de composants et cartes électroniques diminuent de 7,4% (172 M EUR). Cette baisse peut s'expliquer par un retournement de cycle de l'activité des produits considérés. En revanche, les exportations de produits chimiques divers (141 M EUR, +68,3%), de produits pharmaceutiques (122 M EUR, +22,2%) et de parfums et cosmétiques et produits d'entretien (70 M EUR, +0,1%) progressent. Les importations en provenance de Taïwan baissent de 13,9% à près de 2,0 Md EUR. Au final, notre déficit commercial avec Taïwan diminue de 24% pour s'établir à 882 M EUR contre 1,1 Md EUR en 2019 sur la même période.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei

Adresse : N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PÉKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Pascal Millard, Camille Paillard, Lianyi Xu, Dominique Grass, Li Wei, Maxime Sabourin, Odile Huang, Hugo Debroise

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, Orhan Chiali

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale
du Trésor